

---

## Conseil de sécurité

### Séance ouverte sur la situation humanitaire à Gaza

New York, le 29 août 2024

Déclaration Suisse

Lue par Pascale Baeriswyl, Représentante permanente

---

Merci, Monsieur le Président.

Et comme mon collègue britannique, je voudrais commencer par remercier la Secrétaire générale adjointe aux affaires humanitaires ad interim, Joyce Msuya, et le Directeur exécutif chargé du Programme OMS de gestion des situations d'urgence sanitaire, Mike Ryan, de leurs présentations, des informations mais surtout aussi du courage inlassable de leurs équipes qui travaillent dans les situations les plus difficiles, souvent risquant leur vie.

La Suisse a demandé la convocation de cette séance aux côtés de la Grande-Bretagne parce que les conditions de sécurité ne permettent pas aux humanitaires de faire leur travail. Ceci est inacceptable, a fortiori alors que la situation humanitaire s'aggrave de jour en jour.

Il y a quatre mois, ce Conseil a adopté la résolution 2730, que la Suisse a eu à cœur de rédiger. Un nouvel incident à Gaza nous rappelle la pertinence urgente de cette résolution : le Programme alimentaire mondial travaillait sur sa mission d'acheminement de la nourriture, indispensable à la survie des civils, lorsque ses véhicules et son personnel ont essuyé des tirs – nous venons de l'entendre aussi de Mme Msuya.

Nous sommes également très préoccupés par le fait que les ordres d'évacuation – ordres, qui, selon le droit international devraient servir à protéger la population et notamment se dérouler dans des conditions adéquates en termes d'hygiène, de santé, de sécurité, d'abri et de nutrition – résultent en l'effet contraire. Avec les hostilités, les ordres de l'armée israélienne ont jusqu'à aujourd'hui causé le déplacement de près de 90 % des habitantes et habitants qui vivent sur moins de 11% de la bande de Gaza dans une petite zone surpeuplée, polluée et dangereuse, où les services essentiels sont limités, notamment les installations médicales, les abris et les puits d'eau.

En plus de déraciner des familles déjà épuisées, dont de très nombreux enfants, ces ordres posent d'énormes obstacles aux activités humanitaires. Les actrices et acteurs humanitaires perdent ainsi l'accès aux locaux et aux infrastructures logistiques indispensables pour opérer – comme ce fut le cas dans la nuit de dimanche à lundi à Deir al-Balah.

La Suisse appelle toutes les parties à respecter leurs obligations en vertu du droit international, et notamment à respecter et protéger le personnel humanitaire, ainsi que ses activités. Toutes les parties ont l'obligation d'autoriser et de faciliter l'accès humanitaire rapide et sans entrave à tous les civils dans le besoin. Cela s'applique donc également aux groupes armés tels que le Hamas. De plus, la Suisse rappelle qu'Israël est – en tant que puissance occupante, et tel que rappelé par la Cour internationale de Justice – tenu de répondre aux besoins humanitaires de la population.

Conséquence des conditions catastrophiques à Gaza, nous l'avons entendu, la polio y a refait surface. Il est impératif que la campagne de vaccination planifiée par l'ONU soit menée à bien dans la sécurité la plus complète pour le personnel humanitaire et les civils, notamment les 640'000 enfants de moins de dix ans qui doivent être inoculés dès samedi. La Suisse soutient la campagne de vaccination avec un financement d'un million de francs suisses.

Le Secrétaire général a clairement indiqué que les armes doivent se taire pour permettre à l'ONU de procéder aux deux phases de vaccination nécessaires.

Ce Conseil a unanimement exigé un cessez-le-feu à Gaza et la libération des otages par ses résolutions 2728 et 2735. Nous soutenons la médiation de l'Egypte, du Qatar et des Etats-Unis. Dans le même temps, nous devons réaffirmer notre exigence d'un respect du droit international humanitaire, en toutes circonstances et par toutes les parties. Même en l'absence de cessez-le-feu, le travail humanitaire doit pouvoir se poursuivre.

La Suisse salue le travail de l'ONU et de ses partenaires dans ces conditions extrêmement difficiles. Ce Conseil doit rester informé de la conduite de la campagne de vaccination et, le cas échéant, se tenir prêt à agir.

Monsieur le président,

La Suisse est également très préoccupée par l'escalade en Cisjordanie, qui a atteint une nouvelle dimension. Nous observons la forte augmentation des opérations israéliennes, y compris des frappes aériennes en zone densément peuplées, comme ces derniers jours à Jénine et Tulkarem notamment.

Cela a aussi comme conséquence de fortes restrictions de mouvement, y compris celles imposées au personnel médical. Il est inacceptable que là aussi, les services de base à la population soient régulièrement coupés.

Nous appelons Israël à respecter ses obligations de droit international. En particulier, l'usage de la force doit notamment répondre aux critères de nécessité et de proportionnalité et respecter le droit de tout individu à la vie et à la sécurité de sa personne.

Pour conclure, le respect du droit international et des résolutions de ce Conseil est de plus une condition *sine qua non* pour la désescalade, y inclus la désescalade régionale, et un premier pas vers la mise en place d'une paix durable entre Israéliens et Palestiniens.

Nous réitérons notre soutien ferme à la solution négociée à deux États, Israël et la Palestine dont Gaza fait partie intégrante, et vivant côte à côte en paix et en sécurité à l'intérieur de frontières sûres et reconnues.

Je vous remercie.

---

*Unofficial Translation*

Thank you, Mr. President.

And like my British colleague, I would like to begin by thanking the Under-Secretary-General for Humanitarian Affairs ad interim, Joyce Msuya, and the Executive Director of the WHO Health Emergency Management Programme, Mike Ryan, for their presentations and information, but above all for the tireless courage of their teams, who work in the most difficult situations, often risking their lives.

Switzerland, together with Great Britain, requested the convening of this meeting because the security conditions do not allow humanitarians to do their job. This is unacceptable, especially as the humanitarian situation worsens daily.

Four months ago, this Council adopted Resolution 2730, which Switzerland was proud to draft. A new incident in Gaza reminds us of the urgent relevance of this resolution: the World Food Program was working on its mission to deliver food, essential to the survival of civilians, when its vehicles and personnel came under fire – as we have also just heard from Mrs Msuya.

We are also very concerned that evacuation orders - orders which, according to international law, should serve to protect the population and, in particular, should take place in adequate conditions in terms of hygiene, health, safety, shelter and nutrition - are having the opposite effect. Together with the hostilities, the Israeli army's orders to date have caused the displacement of almost 90% of the inhabitants, who live on less than 11% of the Gaza Strip in a small, overcrowded, polluted and dangerous area, where essential services are limited, including medical facilities, shelters and water wells.

In addition to uprooting already exhausted families, many of them children, these orders pose enormous obstacles to humanitarian activities. Humanitarian actors lose access to the premises and logistical infrastructure they need to operate - as was the case on Sunday night in Deir al-Balah.

Switzerland calls on all parties to respect their obligations under international law, and in particular to respect and protect humanitarian personnel and their activities. All parties have an obligation to allow and facilitate rapid and unimpeded humanitarian access to all civilians in need. This therefore also applies to armed groups such as Hamas. Furthermore, Switzerland recalls that Israel - as the occupying power, and as recalled by the International Court of Justice - is obliged to fulfill the humanitarian needs of the population.

As a result of the catastrophic conditions in Gaza, as we have just heard, polio has resurfaced. It is imperative that the vaccination campaign planned by the UN be carried out in complete safety for humanitarian personnel and civilians, in particular the 640,000 children under the age of ten who must be inoculated from Saturday. Switzerland is supporting the vaccination campaign with one million Swiss francs.

The Secretary-General has made it clear that the guns must fall silent to allow the UN to carry out the two necessary vaccination phases.

This Council has unanimously demanded a ceasefire in Gaza and the release of the hostages in its resolutions 2728 and 2735. We support the mediation of Egypt, Qatar and the United States. At the same time, we must reaffirm our demand for respect for international humanitarian law, in all circumstances and by all parties. Even in the absence of a ceasefire, humanitarian work must be allowed to continue.

Switzerland salutes the work of the UN and its partners in these extremely difficult conditions. This Council must remain informed about the conduct of the vaccination campaign and, if necessary, be ready to act.

Mr. President,

Switzerland is also very concerned about the escalation in the West Bank, which has reached a new dimension. We are observing a sharp increase in Israeli operations, including air strikes in densely populated areas, such as Jenin and Tulkarem in recent days.

This is also resulting in severe restrictions on movement, including those imposed on medical personnel. It is unacceptable that here too, basic services to the population are regularly cut off.

We call on Israel to respect its obligations under international law. In particular, the use of force must meet the criteria of necessity and proportionality, and respect every individual's right to life and security of person.

In conclusion, respect for international law and the resolutions of this Council is a sine qua non for deescalation, including regional de-escalation, and a first step towards the establishment of a lasting peace between Israelis and Palestinians.

We reiterate our firm support for the negotiated two-state solution, with Israel and Palestine, of which Gaza is an integral part, living side by side in peace and security within secure and recognized borders.

Thank you.